

SOCIETE CIVILE DES TERRES DU LARZAC

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après créées et tous propriétaires des parts qui pourraient être créées ultérieurement, une Société civile qui sera régie par les articles 1832 à 1870-1 du Code Civil et les dispositions réglementaires prises pour leur application et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

- 1 - La Société a pour objet la gestion et l'administration des biens immobiliers situés sur le territoire des communes de Nant - La Roque Ste Marguerite - Millau - Creissels - La Cavalerie - l'Hospitalet - La Couvertorade - La Bastide Pradines - Lapanouse de Cernon - St Georges de Luzençon - Cornus - St Rome de Cernon ; qui lui seront confiées, notamment par bail emphytéotique, par des personnes physiques ou morales, privées ou publiques.

La société pourra également acquérir et vendre des biens immobiliers bâtis ou non bâtis.

- 2 - Les conditions générales de gestion et d'administration de ces biens (mode d'attribution des terres et des bâtiments donnés en location, prix des fermages et des loyers, droits et obligations des locataires...) seront déterminées par une assemblée extraordinaire des associés. Ces conditions ne pourront être modifiées que par une autre assemblée extraordinaire.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société prend la dénomination de Société Civile des Terres du Larzac. (SCTL).

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : MONTREDON -12100 - Commune de la Roque Ste Marguerite.
Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

- 1 - La durée de la société est fixée à 99 années à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.
- 2 - Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés par la gérance à l'effet de décider, à la majorité prévue pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.
A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de grande instance statuant sur requête la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - ASSOCIES

I - La société ne peut comprendre que des personnes physiques ou morales répondant à l'un des 3 critères suivants :

1°) Mettre en valeur les terres ou fermes données en gestion à la société à titre d'exploitant ou de co-exploitant, ou en qualité de membre d'un GAEC ou comme conjoint collaborateur.

2°) Etre agriculteur gérant d'une des quatre sociétés civiles Terres Solidaires du Larzac ;

3°) Etre usager non agricole d'un bâtiment donné en gestion à la société et titulaire d'un titre de jouissance onéreux ou gratuit.

II - Chaque associé ne peut détenir qu'une part.

III - La moitié des parts plus une doit être détenue par les associés mentionnés au 1°.

Si ces derniers ne devaient plus représenter la moitié plus un des associés, un ou plusieurs d'entre eux devront se voir attribuer par tirage au sort une voix supplémentaire pour chaque délibération de l'assemblée des associés afin qu'ils conservent la moitié plus une des voix.

IV - Toute personne remplissant les conditions du paragraphe I peut être admis comme associé sur simple demande au comité de gérance. L'agrément est donné soit par un vote à l'unanimité des gérants, soit par la collectivité des associés statuant à la majorité prévue par les statuts.

ARTICLE 7 - APPORTS

Il est apporté à la présente société par :

Au total la somme de 6 688 euros (six mille six cent quatre-vingt-huit euros) laquelle somme a été effectivement versée dans la caisse sociale ainsi que les associés le reconnaissent respectivement.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL EFFECTIF

Le capital social effectif est fixé à la somme de QUATRE MILLE VINGT HUIT EUROS (4028 euros).

Il est divisé en cinquante trois parts sociales de SOIXANTE SEIZE EUROS (76 euros) chacune, portant les numéros 1 à 53, entièrement souscrites, libérées et réparties entre les associées en proportion de leurs apports.

ARTICLE 8 BIS - VARIABILITE DU CAPITAL

Le capital est variable. Il est susceptible d'accroissement par des versements successifs faits par l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise des apports effectués.

• Accroissement du capital

La gérance est habilitée à recevoir les souscriptions à de nouvelles parts sociales dans la limite du capital plafond ou capital statutaire, d'un montant de QUARANTE MILLE DEUX

CENT QUATRE VINGT EUROS (40 280 euros), au delà, l'accroissement du capital s'effectuera dans les conditions fixées, par décision collective extraordinaire des associés.

Les souscriptions reçues au cours d'un trimestre feront l'objet d'une déclaration mentionnée dans un état des souscriptions et des versements établi le dernier jour de ce trimestre.

- **Diminution du capital**

Le capital social peut être diminué par la reprise des apports effectuée par les associés qui se retirent de la société, dans les conditions fixées par l'article 17 des statuts. Toutefois, aucune reprise d'apport ne pourra avoir pour effet de réduire le capital social au dessous de la somme de QUATRE MILLE VINGT HUIT EUROS (4 028 euros), en deçà toute réduction de capital s'effectuera dans les conditions fixées par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut, sur la demande de la gérance et avec le consentement de ses coassociés, verser à la caisse sociale en compte courant les sommes dont la société pourrait avoir besoin.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées par les associés d'un commun accord entre eux.

Les intérêts des comptes courants sont portés dans les frais généraux de la société.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut en outre être modifié par tout mode et de toute manière autorisés par la loi.

- **Augmentation du capital**

Les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales peuvent décider, dans les conditions prévues par la loi, une augmentation de capital à réaliser soit par la création de nouvelles parts sociales, soit par la majoration du montant nominal des parts existantes.

- **Réduction du capital effectif**

De même les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales peuvent décider, dans les conditions prévues par la loi, et sous réserve des droits des créanciers de la société, la réduction du capital social pour telle cause et quelque manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sociales seront représentées par des certificats nominatifs intitulés "Certificats nominatifs de parts" et barrés lisiblement de la mention "non négociable".

Ces certificats seront établis au nom de chaque associé par part.

Ils devront être extraits d'un registre à souche, datés et porter la signature du gérant ou de l'un d'eux.

Le titre de chaque associé résulte des présents statuts, des actes modificatifs de ces statuts et des cessions ou mutations de parts réalisées régulièrement.

ARTICLE 12 - DROITS DES PARTS

- 1 - Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.
Les héritiers, représentants ou créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, en demander la licitation et le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration ; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter exclusivement aux inventaires annuels et aux décisions de la gérance et des associés.
- 2 - Les parts sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

ARTICLE 13 - ENGAGEMENT DES ASSOCIES

- 1 - A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent toutefois poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la société.
- 2 - Toutes les actions contre les associés non liquidateurs ou leurs héritiers ou ayants causes se prescrivent par cinq ans à compter de la publication de la dissolution de la société.
- 3 - En cas de déconfiture, faillite personnelle, liquidation de biens ou règlement judiciaire d'un associé et à moins que les autres associés unanimes ne décident de dissoudre la société par anticipation. Il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé.
Il en est de même pour tout membre qui ne remplit plus les conditions prévues à l'article 6 pour être associé.
Ce remboursement aura lieu sous la forme d'un rachat par la société à titre de réduction de capital et dans l'un ou l'autre des cas, sur la base d'une valeur déterminée dans les conditions prévues l'article 1843-4 du code civil.
A défaut de rachat, tout intéressé pourra engager une action judiciaire en dissolution devant le tribunal de grande instance un mois après mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 14 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

- 1 - Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société qu'après signification ou acceptation dans les formes prévues à l'article 1690 et l'article 1865 du code Civil ou par transfert sur le registre de la société établi en conformité de l'article 51 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publicité au registre du commerce et des sociétés.
- 2 - Sauf cas d'unanimité des gérants, les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément de la collectivité des associés statuant à la majorité prévue pour la modification des statuts et selon les critères énumérés à l'article 6, le nouvel associé devant remplir les mêmes conditions que l'associé auquel il succède.

A l'effet d'obtenir cet agrément, le projet de cession est notifié avec demande d'agrément à la Société par LRAR. La décision des associés ou des gérants unanimes doit intervenir dans les

quatre mois.

Si aucun acquéreur remplissant les conditions prévues ne se présente, la société peut procéder au rachat de la part en vue de son annulation.

Le nom et l'adresse du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil, par un expert désigné soit par les parties, soit par ordonnance du président du tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts ou du cessionnaire proposé de retirer son offre si le prix fixé par l'expert ne leur agréé point.

Lors de chaque cession de part, le cessionnaire devra verser une participation pour le paiement des droits à l'enregistrement et de timbres, les formalités auprès du tribunal de commerce, et pour frais de transfert sur les registres de la société.

ARTICLE 15 - NANTISSEMENT ET REALISATION FORCEEE DE PARTS SOCIALES

1 - Les parts sociales ne peuvent pas faire l'objet d'un nantissement.

2 - La réalisation forcée de parts sociales doit être notifiée un mois avant la vente aux associés ou à la société. La société doit en ce cas procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

ARTICLE 16 - DECES D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé mais continue avec les seuls associés survivants.

Les héritiers ou légataires ne peuvent pas devenir associés et n'ont droit qu'à la valeur des parts sociales de leur auteurs, déterminée, à défaut d'accord, au jour du décès, par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Cette valeur doit leur être payée par les nouveaux titulaires des parts ou par la société elle-même si celle-ci les a rachetées en vue de leur annulation.

La part sociale du défunt doit être rachetée par la société à titre de réduction du capital. Si dans le délai de 6 mois, à compter du décès, l'acquisition des parts n'est pas réalisée dans ces conditions et dûment notifiée aux héritiers ou légataires, la société sera dissoute de plein droit, un mois après une mise en demeure par ces derniers ou le plus diligent d'entre eux et restée infructueuse.

Dans le cas où, à défaut d'accord, le prix serait déterminé par voie d'expertise, ce délai expirera 15 jours francs après la date de notification aux parties du rapport de l'expert.

ARTICLE 17 - RETRAIT D'UN ASSOCIE

Tout associé peut se retirer de la société, à charge de prévenir la société au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur des droits sociaux objets du retrait, fixée, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 18 - GERANCE

I - La société est gérée et administrée par un comité de gérance comprenant les associés suivants :

1°) 1 gérant choisi parmi les gérants des quatre sociétés civiles Terres Solidaires du Larzac ;

2°) 3 cogérants choisis parmi les usagers non-agricoles d'un bâtiment donné en gestion à la société ;

3°) 7 gérants choisis parmi les fermiers des terres données en gestion à la société, cinq d'entre eux ayant au moins, soit 50% des terres de leur exploitation, soit leur siège d'exploitation.

II - Le gérant énuméré au I-1° est désigné par l'assemblée des associés à la majorité absolue des parts et sans limitation de durée autre que celle qui peut résulter de l'application de l'article 19. Si au deuxième tour de scrutin aucune majorité absolue ne s'est dégagée la désignation du ou des gérants restant à effectuer aura lieu à la majorité simple des parts.

Les gérants énumérés au I-2° et I-3° sont désignés dans les mêmes conditions pour une durée de six ans, leurs mandats étant renouvelables. Ils doivent être membres associés depuis au moins un an.

Pour toutes ces désignations en cas d'égalité de voix, la préférence est donnée au plus jeune.

Si pour quelque cause que ce soit la société se trouve dépourvue d'un ou plusieurs gérants, les associés doivent se réunir dans les plus brefs délais en vue de pourvoir à son remplacement.

Si tous les gérants mentionnés au I ne pouvaient, pour une raison quelconque être désignés, le comité de gérance délibère valablement dès lors qu'il comprend une majorité de gérants choisis parmi les exploitants des terres données en gestion à la société.

Pour le renouvellement des gérants des collèges I-2° et I-3°, un appel à candidatures doit être envoyé aux sociétaires au moins quinze jours avant la date de l'assemblée générale. Les futurs candidats devront se faire connaître au siège social dans un délai de huit jours avant l'assemblée générale. Passé ce délai, aucune candidature ne pourra être acceptée.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la cessation des fonctions d'un gérant dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

III - Dans les rapports avec les tiers, le comité de gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

Les gérants ne peuvent prendre de décision individuelle ; toutes les décisions sont prises à la majorité absolue. Si aucune majorité ne se dégage, l'assemblée des associés doit être saisie.

Dans les rapports avec les tiers le comité de gérance peut désigner en son sein un mandataire spécial pour le représenter.

IV - Le Comité de Gérance aura :

1°) A accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société, il devra notamment administrer et gérer les terres et bâtiments confiés à la société dans les

conditions fixées par l'assemblée extraordinaire des associés telle qu'elle est définie à l'article 2 - 2.

2°) A proposer aux associés les candidats pour toute cession de part ou pour toute attribution de terre ou de bâtiments à des tiers ; mais il ne pourra consentir ces cessions ou ces attributions sans l'accord des associés se prononçant à la majorité absolue des parts, toutefois ces décisions pourront être prises par le seul comité de gérance en cas d'unanimité des gérants.

En cas d'achat de biens fonciers pour un montant supérieur à dix mille euros, l'accord de l'assemblée générale est requis.

A la demande du tiers au moins des gérants, le comité de gérance consultera toute personne ou tout organisme dont l'avis est ainsi sollicité notamment la D.D.A., La Chambre d'Agriculture, la SAFER.

Les cogérants pourront être indemnisés pour frais de transport, de formation, si besoin est de remplacement pour exercer son mandat, ces indemnisations sont soumises au contrôle du conseil de gérance.

V - Le comité de gérance doit réunir l'assemblée des associés au moins une fois tous les ans pour rendre compte de sa gestion.

ARTICLE 19 - DEMISSION ET REVOCATION D'UN GERANT

- 1 - Lorsqu'un gérant veut démissionner, le comité de gérance doit réunir l'assemblée des associés pour entériner cette démission et pourvoir au remplacement du dit gérant.
- 2 - Un gérant peut aussi être révoqué par décision collective ordinaire des associés.
- 3 - Le gérant démissionnaire ou révoqué conserve sa qualité d'associé avec tous les droits et obligations qui y sont attachés : il peut notamment bénéficier de la faculté de retrait dans les conditions prévues à l'article 17 ci-dessus.
- 4 - En cas de plus de trois absences consécutives non justifiées au conseil de gérance d'un gérant, le conseil de gérance proposera la révocation du gérant concerné à l'assemblée générale suivante.

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE DES GERANTS

- 1 - Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.
- 2 - Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes fautes, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la répartition du dommage.

ARTICLE 21 - DECISION COLLECTIVE DES ASSOCIES

- I - Les décisions des associés sont prises en assemblée.
- II - En cas de réunion d'une assemblée, les associés y sont convoqués par la gérance au moins quinze jours d'avance par lettre ; la lettre indique l'ordre du jour de l'assemblée.
- III - Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'une voix, correspondant à sa part sociale. Un associé ne peut se faire représenter que par un autre

associé de quelque collège que ce soit. Un associé ne peut pas cumuler plus de trois pouvoirs, soit quatre voix.

IV - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires, selon leur objet. Les décisions extraordinaires sont celles qui ont pour objet la modification des statuts, ainsi que celles qui sans modifier les statuts, sont ainsi qualifiées par les présents statuts.

Les décisions ordinaires comprennent toutes les autres décisions et sont prises à la majorité de plus de la moitié des parts présentes ou représentées.

Les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des trois quart des parts présentes ou représentées.

V - Les décisions collectives des associés prises en assemblée sont constatées par des procès verbaux établis par la gérance, sur un registre spécial.

Chaque procès verbal est signé par tous les gérants et si la société en est momentanément dépourvue par un représentant de chacune des catégories d'associés mentionnées à l'article 6 et que l'assemblée aura désigné.

Le registre des procès verbaux doit être déposé au siège social, il peut être consulté par chacun des associés.

VI - L'assemblée des associés peut être réunie à la demande d'associés représentant au moins un quart des parts ou à la demande d'au moins un tiers des gérants.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence à la date de constitution de la société.

ARTICLE 23 - INVENTAIRE - COMPTES - BILAN

Il sera tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

Chaque année au 30 septembre et, pour la première fois le 1er février, il sera établi par les soins de la gérance un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société, un compte de profits et pertes et un bilan.

Ces documents seront soumis chaque année par la gérance dans les six mois de la clôture de l'exercice à l'approbation des associés.

A cette occasion, les gérants doivent rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

ARTICLE 24 - REPARTITION DES BENEFICES ET DES PERTES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de l'exercice y compris tous amortissements, et provisions destinées à faire face à des pertes ou charges probables constituent les bénéfices ou les pertes de l'exercice.

Les associés statuent par décision ordinaire sur l'emploi des bénéfices qui doivent être affectés soit à améliorer les bâtiments et les structures foncières des exploitations, soit à indemniser les locataires sortant pour les améliorations qu'ils auront pu apporter aux terres ou

aux bâtiments, soit à alimenter un fonds de réserve.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de leurs parts ; elles peuvent être, par décision des associés, soit reportées à nouveau, soit éteintes par imputation sur les bénéfices non répartis et les réserves ou sur le capital social ou par des versements effectués par les associés dans la caisse sociale.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION, LIQUIDATION

1 - La dissolution de la société entraîne sa liquidation. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication. A compter de la dissolution, la dénomination sociale (ou : raison sociale) est suivie de la mention "société en liquidation" elle même suivie du nom du ou des liquidateurs.

2 - La liquidation est faite par les gérants alors en fonction et dans le cas de refus ou de démission, par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision collective extraordinaire des associés et, à défaut d'entente, par le président du tribunal du lieu du siège sociale à la requête de la partie la plus diligente.

Un liquidateur peut être révoqué dans les mêmes conditions.

La désignation, la nomination et la révocation du ou des liquidateurs ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication.

3 - La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci, et pendant cette période, les associés conservent les mêmes pouvoirs de décision qu'au cours de la vie sociale.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation ou si celle-ci est commencée, à son achèvement.

4 - Les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus à l'effet de :

- céder, même à l'amiable, tous éléments d'actif, en bloc ou en détail, aux prix, charges et conditions qu'ils jugeront convenables.
- mener à bonne fin les affaires en cours et, avec l'autorisation de la collectivité des associés par décision ordinaire, en engager de nouvelles, le cas échéant, pour les besoins de la liquidation.
- encaisser et recouvrir les créances de la société : à cette fin engager toutes poursuites, contraintes et diligences nécessaires, traiter, transiger, compromettre.
- régler le passif social, donner ou retirer toutes quittances et décharges, consentir toutes mainlevées et généralement faire le nécessaire.

En période de liquidation, le liquidateur peut toujours et à toutes époques réunir les associés en assemblée générale ou les consulter par écrit pour leur soumettre toutes propositions et décisions sur les opérations de liquidation.

Durant la même période, les associés peuvent prendre connaissance des documents sociaux dans les mêmes conditions qu'antérieurement;

5 - Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que les bénéfices, sauf convention unanime contraire.

- 6 - En fin de liquidation, le liquidateur soumet les comptes définitifs de liquidation aux associés qui, par décision collective ordinaire, statuent sur lesdits comptes, sur le quitus de la gestion et la décharge de son mandat et constate la clôture de la liquidation.
A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal la désignation d'un mandataire chargé de consulter les associés et de provoquer la décision dont il s'agit.

Si les associés ne peuvent délibérer valablement comme dans le cas où les comptes de la liquidation ne seraient pas approuvés, il est statué par décision de justice à la requête des liquidateurs ou de tout intéressé.

ARTICLE 26 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Jusqu'à cette immatriculation, les rapports entre les associés seront régis par les présents statuts et par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations.

En attendant l'accomplissement de la formalité le (les) gérant(s) aura (ont) la faculté d'exercer ses (leurs) pouvoirs, mais il(s) sera (ont) tenu(s) des obligations nées des actes ainsi accomplis. Toutefois, la société régulièrement immatriculée pourra par décision collective ordinaire, reprendre les engagements souscrits qui seront alors réputés avoir été, dès l'origine, contractés par elle.

Copie certifiée conforme à l'original,
Chantal Alvergnas, co-gérante.